

# MANDAT DE VENTE SEMI EXCLUSIVITÉ

ΝI°	
1.4	•••••

Hors établissement / avec démarchage. Le mandat est obligatoire Article 6 de la loi du 6 janvier 1970 et décret d'application n°72-678 du 20 juillet 1972

LE MANDA	NT	
M Mme		
Né(e) le :		à:à:
•••••		
	orès « LE MANDANT » d'une part,	
LE MANDA		
Carte profession	) au capital de 1 000€ RCS Bayonne n' onnelle : N° CPI 6401 2022 000 000 004 ulaire d'une RCP souscrite auprès de	908 628 936 Hélivré par la CCI de Bayonne - TVA intracommunautaire FR76908628936 BEAZLEY SOLUTIONS INTERNATIONAL LIMITED - 1 Rue Saint Georges 75009 PARIS 09
•	orès « LE MANDATAIRE » d'autre part	
Représenté pa	r	Statut juridique* El ou EIRL Agent commercial – RSAC n°
Ville du greffe		TelE-mail
IL A ETE CONV en vente et de	'ENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT : Le mar vendre le bien suivant dont il est pr	ndant charge et autorise par ces présentes le mandataire, qui l'accepte, de mettre opriétaire et ci-après désigné.
DÉSIGNAT	ION ET SITUATION DU BIEN	Appartement Maison Terrain Autre
Adresse:		
Références ca	dastrales : Section et N°	
En copropri		Superficie privative « LOI CARREZ »m²
•		
		ie, les biens seront $\square$ libres de toute occupation $\square$ loués (bail annexé aux présentes)
PRIX ET HO	ONORAIRES (Je coche l'option d	choisie)
		tion sera effectivement conclue et constatée dans un acte écrit, signé des deux
parties, confo	rmément à l'article 74 du décret n° :	72-678 du 20 juillet 1972.
	T HONORAIRES OPTION CHARGE A	
Le bien sera p	orésenté au prix de	€ - Honoraires du mandataire inclus
		euros
Honoraires:	€ TTC	euros TTC
2 – PRIX E	T HONORAIRES OPTION CHARGE V	ENDEUR
Le bien sera p	présenté au prix de	€ - Honoraires du mandataire inclus
		euros
Honoraires:	€ TTC	euros TTC
DURÉE DU	MANDAT	
		e durée de 24 mois à compter de sa signature, et prendra automatiquement fin à
		évocable durant 3 mois ou
compter de ce		
nant un délai d	te periode de 3 mais, le mandat peut le préavis de 15 jours (art. 78 de déci	être dénoncé à tout moment par lettre recommandé accusé de réception moyen- ret n° 72-678 du 20 iuillet 1972).
	NS PARTICULIÈRES	
_		/Mme de la cession du logement de famille
MAI LICLE ZIO CO	ooe civit . bori pour autorisation par M,	oe ta cession ou togement de famille
MOYENS D	DE DIFFUSION DES ANNONCE	ES COMMERCIALES
Parutions sur le	site www.papsimmo.fr, ainsi que sur	tous les sites internet partenaires
NODALITÉ	C DE COMPTE DEMPHS	
	S DE COMPTE-RENDUS	
		faire le point sur les visites des éventuels acquéreurs. Bilan personnalisé pour
Paraphes		

#### PLUS-VALUE ET T.V.A.

Les parties reconnaissent avoir été informées des dispositions fiscales concernant les plus-values et déclarent agir en toute connaissance de cause. Si la vente est en T.V.A. le prix ci-dessus stipulé s'entend T.V.A. incluse.

### OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE MANDANT

Pendant la durée du mandat, nous nous engageons à ratifier la vente à tout acquéreur que vous nous présenterez, en acceptant les prix et conditions des présentes, et à libérer les lieux pour le jour de l'acte authentique. Nous nous interdisons de vendre sans votre concours à un acquéreur qui nous

aurait été présenté par vous, pendant deux ans après l'expiration du présent mandat

Le mandant s'engage à faire réaliser et à fournir sans délai au mandataire l'ensemble des diagnostics obligatoires.

#### DÉCLARATION DU MANDANT

En considération du mandat présentement accordé, le mandant : Déclare avoir la capacité pleine et entière de disposer des biens objets du présent mandat. Déclare en outre et sous son entière responsabilité, ne faire l'objet d'aucune mesure de protection de la personne (curatelle, tutelle ... ) ni d'aucune procédure collective (redressement ou liquidation judiciaire). Déclare que les biens, objets du présent mandat ne font l'objet d'aucune procédure

de saisie immobilière.

## OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

En conséquence du présent mandat, le Mandataire entreprendra toutes les démarches nécessaires pour mener à bien la mission confiée.

Il conseillera et assistera le mandant durant toute la durée du mandat.

Le mandataire informera le mandant, par LRAR ou par tout autre écrit remis contre récépissé ou émargement, dans les huit jours de l'opération, de l'accomplissement du mandat, en joignant le cas échéant une copie de la quittance ou du reçu délivré; ce, conformément à l'art. 77 du décret n° 72-678 du 20 juillet

#### POUVOIRS DU MANDATAIRE

En considération du mandat présentement accordé, tous pouvoirs vous sont donnés pour mener à bien votre mission. Vous pourrez notamment : Faire tout ce qui vous sera utile pour parvenir à la vente, et notamment toute publicité sur tous supports à votre convenance, y compris sur fichiers informatiques bublicte sui rous supports à doute conferialité, y compilis sui licines sinci marques ibrement accessibles (internet, ... ) mais à vos frais seulement ; apposer un panneau de mise en vente à l'endroit que vous jugerez le plus approprié ; publier toute photographie, étant entendu que nous sommes seuls propriétaires du droit à l'image de notre bien.

Le mandant pourra exercer son droit d'accès et de rectification conformément à l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978. Le bien ne pourra faire l'objet d'une campagne publicitaire publique qu'à compter de la transmission au mandataire du DPE.

Réclamer toutes les pièces utiles auprès de toutes personnes privées ou publiques, notamment le certificat d'urbanisme, Indiquer, présenter et faire visiter les biens à vendre à toutes personnes que vous jugerez utile. A cet effet, nous nous obligeons à vous assurer le moyen de visiter pendant le cours du présent mandat, Faire établir tous actes sous seing privé (compromis en particulier), éventuellement assortis d'une demande de prêt clauses et conditions nécessaires à l'accomplissement des présentes et recueillir la signature de l'acquéreur par le notaire.

Satisfaire, s'il y a lieu, à la déclaration d'intention d'aliéner, exigée par la loi. En cas d'exercice du droit de préemption, négocier avec l'organisme préempteur, bénéficiaire de ce droit à la condition de nous en avertir, étant entendu que nous gardons le droit d'accepter ou refuser le prix proposé par le préempteur, si ce prix est inférieur au prix demandé,

SEQUESTRE : en vue de garantir la bonne exécution des présentes et de leur suite, les fonds ou valeurs qu'il est d'usage de faire verser par l'acquéreur seront détenus par tout séquestre habilité à cet effet (notaire,

avocat),
Application de l'article 46 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 et du décret n°97532 du 23 mai 1997 (vente d'un lot ou de fraction de lot, dite loi Carrez) : si nous ne vous fournissons pas ce document sous huitaine, nous vous autorisons à faire établir à nos frais, par un homme de l'art, une attestation mentionnant la superficie exacte de la partie privative des biens objet du présent mandat, Dossier diagnostic technique : le vendeur fera effectuer sans délai l'ensemble des constats, diagnostic technique : le vendeur iera effectuer sans dela l'ensemble des constats, états et diagnostics obligatoires. Ce dossier devra être annexé à l'engagement des parties, Vous adjoindre ou substituer tout professionnel de votre choix pour l'accomplissement des présentes, Copropriété : le mandant autorise expressément le mandataire à demander au syndic, en son nom et à ses frais, communication et copie des documents devant être présentés ou fournis à l'acquéreur, notamment le carnet d'entretien de l'immeuble, le diagnostic technique, les diagnostics amiante, plomb et termites concernant les parties communes, les assemblées générales des trois dernières années et l'état daté prévu par l'article 5 du décret modifié du 17 mars 1967. Cette autorisation ne concerne que les documents que le vendeur copropriétaire n'aurait pas déjà fournis au mandataire. Les documents ainsi obtenus sont réputés la propriété du mandant et lui seront restitués en fin de mission.

OPTION «MANDAT SEMI EXCLUSIF», IDEM MANDAT EXCLUSIF, DE PLUS : SI LA VENTE EST RÉALISÉE AVEC UN CLIENT PRÉSENTÉ À L'AGENCE PAR LE PROPRIÉTAIRE, ELLE PERCEVRA LA MOITIÉ DES HONORAIRES PRÉVUS CI-DESSUS POUR L'OPTION «SEMI-EXCLUSIF».

CLAUSES PÉNALES

EN CAS DE NON RESPECT DE LA CLAUSE CI-DESSUS, NOUS VOUS VERSERONS UNE INDEMNITÉ COMPENSATRICE FORFAITAIRE CORRESPONDANT À LA MOITIE DES HONORAIRES CONVENUS. PAR AILLEURS, EN CAS DE VENTE A UN ACQUÉREUR AYANT EU CONNAISSANCE DE LA VENTE DU BIEN PAR VOTRE INTERMÉDIAIRE, OU DE REFUS DE VENDRE À UN ACQUÉREUR QUI NOUS AURAIT ÉTÉ PRÉSENTE PAR VOUS, NOUS VOUS VERSERONS UNE INDEMNITÉ DROIT DE RÉTRACTATION

- Le consommateur (propriétaire mandant) dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision. Toute clause par laquelle le consommateur abandonne son droit de rétractation est nulle.

Le délai court à compter du jour de la conclusion du contrat.

- Pour exercer le droit de rétractation, vous devez nous notifier votre décision de rétractation du présent contrat au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté (par exemple, lettre par la poste, télécopie ou courrier électronique). Vous pouvez utiliser le modèle de formulaire de rétractation mais ce n'est pas obligatoire. Pour que le délai de rétractation soit respecté, il suffit que vous transmettiez votre communication relative à l'exercice du droit de rétractation avant l'expiration du délai de rétractation.

Si le mandant a demandé à ce que le mandataire commence ses prestations avant l'expiration du délai de rétractation, il pourra toutefois se rétracter durant cette période, sauf si le mandataire a pleinement exécuté sa mission.

#### NON DÉTENTION DE FONDS

Concerne uniquement les agences ayant une carte professionnelle portant la mention «non détention de fonds» : «PAPS IMMO, TITULAIRE D'UNE CARTE PROFESSIONNELLE PORTANT LA MENTION «NON DETENTION DE FONDS» POUR SON ACTIVITÉ DE TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCES, NE PEUT RECEVOIR NI DÉTENIR AUCUN FONDS, EFFET OU VALEUR».

Conformément à l'article L223-1 du Code de la Consommation, le mandant est informé qu'il a la possibilité de s'inscrire sur www.bloctel.gouv.fr pour s'opposer ,à tout démarchage par téléphone, à l'exception des relations clients déjà établies.

MÉDIATION DES LITIGES DE LA CONSOMMATION
Conformément à l'article L 611-1 du code de la consommation, le consommation est informé qu'il a la possibilité de saisir un médiateur de la consommation dans les conditions prévues aux articles L 611-1 et suivants du code de la consommation. dont les coordonnées sont: Association MEDIMMOCONSO, 3 avenue Adrien Moisant, 78 400 CHATOU Mail: contact@medimmoconso.fr Site internet: http:// medimmoconso.fr

#### INFORMATIQUE ET LIBERTÉS, RGPD

Les informations recueillies par le mandataire en considération du présent contrat font l'objet d'un traitement informatique, nécessaire à l'exécution de sa mission. Les

informations concernant le bien objet du présent contrat sont susceptibles d'être transmises à des partenaires commerciaux, sites internet notamment. En tant que professionnel de l'immobilier et conformément au règlement européen 2016/679, nous informons nos clients consommateurs que nous collectons et traitons des données personnelles nécessaires pour l'accomplissement de notre mission. Ces données pourront être transmises au notaire, au co-contractant, aux organismes financiers éventuellement chargés du financement, ainsi qu'aux administrations concernées (mairie pour DPU notamment...). Elles seront conservées pendant concernees (mairie pour DPO notamment...). Elles seront conservees pendant toute la durée de la relation commerciale et ensuite pendant une durée de cinq ans conformément à l'article L561-12 du Code monétaire et financier, et pendant dix ans en ce qui concerne les noms et adresses des mandants en vertu de l'article 53 du décret n° 72-78 du 20/07/1972. Nos clients consommateurs bénéficient d'un droit d'accès et de rectification de leurs données à caractère personnel traitées, ils peuvent demander leur effacement et leur portabilité, ou exercer leur droit à opposition dans les conditions prévues par le règlement européen 2016/679. Pour exercer vos droits vous pouvez nous contacter à contact@papsimmo.fr

#### DEMANDE D'EXECUTION ANTICIPÉE

prévu à l'article Le mandant rec mandat, de tou	torise le mandataire à exécuter le présent mandat à compter du jour de la sig L221-25 du code de la consommation, qu'il pourra exercer dans le délai, forme connait expressément avoir pris connaissance, préalablement à la signature de tes les informations prévues aux articles L111-1 et suivants du code de la con rs de la remise du DIP.	es e es p	t conditions prévues ci-dessus. résentes, de l'intégralité des caractéristiques des services définis au présent
Approuvant Lignes	LE MANDANT RECONNAIT AVOIR PRIS CONNAISSANCE DE L'INTEGRAL Fait en 2 exemplaires originaux, dont un pour le mandant et un pour le man		
Mots	A		Le
Rayés nul	Le MANDANT		Le MANDATAIRE
,	« Lu et approuvé, bon pour mandat »		« Mandat accepté »
Paraphes			

#### ANNULATION DE COMMANDE - CODE DE LA CONSOMMATION ARTICLES, L. 221-5 À L. 221-8

#### CONDITIONS

Compléter et signer ce formulaire. L'envoyer par lettre recommandée avec avis de réception. Utiliser l'adresse figurant au dos.

L'expédier au plus tard le quatorzième jour à partir du jour de la commande ou, si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le premier jour ouvrable suivant.

Je	9	soussi	gn	e	,	declare	C	ınnuler	Ia	commande ci-apres	
										17	

Nature du bien ou du service commandé

N° de mandat :

Nom du client :

Adresse du client :